

Louvain-la-Neuve, 1<sup>er</sup> décembre 2011.

## L'Académie royale: des chercheurs qui jouent aux politiciens !

Un rapport de l'Académie royale paru récemment propose une analyse du financement de l'enseignement supérieur en Communauté française. L'AGL salue la démarche qui a abouti à la rédaction de ce rapport. Cela fait trop longtemps que le sujet du financement de l'enseignement supérieur a été écarté du débat public, alors même que les universités agonisent par manque de moyens.

L'AGL partage le constat et les observations de ce dernier : le financement de l'enseignement supérieur est « *insuffisant et devrait augmenter d'un plein pourcent de PIB* ». Cette demande est également formulée par de nombreux acteurs de l'enseignement supérieur et de la société civile. **Mais si nous partageons le constat dressé, il n'en est pas de même des recommandations faites et s'insurge contre la vision techniciste et "experte" qui est donnée à une question par excellence politique.**

Le financement en grande partie public de notre enseignement ne s'explique pas que par des arguments économiques, mais est bien le résultat d'une histoire et de choix sociétaux. Il est inadmissible que des chercheurs fassent passer des opinions politiques sur une vision de l'enseignement, sous couvert de leurs blouses/tabliers blanches de scientifiques, abusant ainsi de l'influence de leur statut. Les membres du groupe de travail de l'Académie, à partir d'un problème donné, ont formulé des réponses qui ne sont pas objectives, mais qui répondent à leurs opinions sur la société. L'AGL ne partage pas la vision sociétale formulée par l'Académie royale et conteste les nombreuses recommandations émises. Le point commun à celles-ci est qu'elles détricotent un projet d'enseignement citoyen qui va dans le sens d'une société plus juste et plus égalitaire.

- ✧ Que peut faire un transfert des moyens octroyés à l'enseignement obligatoire vers l'enseignement supérieur, comme le souhaite le rapport, sinon réduire la qualité de l'enseignement obligatoire et accroître les inégalités sociales dès le départ ?
- ✧ Comment peut-on *"exiger une cohérence minimale entre les options choisies durant le secondaire et l'orientation universitaire choisie"*, alors qu'un élève de quatrième secondaire n'a pas encore les clés en main pour choisir une option qu'il sera obligé de suivre durant toutes ses études universitaires (et sa vie) ?

- ▲ Pourquoi vouloir "*systématiser le recours à un examen d'entrée*" dans toutes les facultés alors qu'il s'agit d'une mesure extrêmement discriminante au regard des différences de qualité dans l'enseignement secondaire ? Le rapport veut "*éviter à des étudiants insuffisamment formés de perdre une année et de se décourager*". Mais, selon nous, utiliser cet argument, c'est méconnaître la réalité de terrain. En effet, on sait que ce sont les étudiants issus de milieu socio-économiques défavorisés qui échouent aux examens d'entrée, car ils sont moins bien préparés à ce test. C'est donc une position socialement irresponsable qui laisse transparaître un mépris pour la recherche d'une démocratisation de l'enseignement.

Ce dont a besoin l'enseignement aujourd'hui, ce n'est nullement des solutions techniques, mais au contraire un débat public sur son utilité et ses finalités. Au carrefour de toutes les crises, c'est plus de citoyens alertes et actifs que de travailleurs surqualifiés dont la société a besoin. Nous invitons l'ensemble des acteurs de l'enseignement et de la société civile à se mobiliser pour remettre la question d'un refinancement public au centre du débat politique et à ne pas se laisser piéger par des propositions politiques au vernis scientifique. Un enseignement public, de qualité et accessible à tous est un choix politique, et c'est ce choix qu'a fait l'AGL.

## Contacts presse

**Olivier Malay, Vice-Président Enseignement**

+32 494 14 08 08 | [omalay@aglouvain.be](mailto:omalay@aglouvain.be)